



Treaty Series No. 83 (1968)

European Agreement
concerning the International Carriage
of Dangerous Goods by Road (ADR)
with Protocol of Signature

Geneva, 30 September ¹⁹⁵⁷~~1967~~

[The United Kingdom instrument of ratification was deposited on 29 June 1968
and the Agreement entered into force for the United Kingdom on 29 July 1968]

*Presented to Parliament by the Secretary of State for Foreign Affairs
by Command of Her Majesty
October 1968*

LONDON

HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

3s. 6d. net

**ACCORD EUROPEEN
RELATIF AU TRANSPORT INTERNATIONAL DES
MARCHANDISES DANGEREUSES PAR ROUTE
(ADR)**

Les Parties contractantes,

Désireuses d'accroître la sécurité des transports internationaux par route,

Sont convenues de ce qui suit:

ARTICLE PREMIER

Aux fins du présent Accord, on entend:

- a) Par "véhicules", les automobiles, les véhicules articulés, les remorques et les semi-remorques, tels qu'ils sont définis par l'article 4 de la Convention sur la circulation routière en date du 19 septembre 1949, à l'exception des véhicules qui appartiennent aux forces armées d'une Partie contractante ou se trouvent sous la responsabilité de ces forces armées;
- b) Par "marchandises dangereuses", les matières et objets dont les annexes A et B interdisent le transport international par route ou ne l'autorisent que sous certaines conditions;
- c) Par "transport international", tout transport effectué sur le territoire d'au moins deux Parties contractantes par des véhicules définis en a) ci-dessus.

ARTICLE 2

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3 de l'article 4, les marchandises dangereuses dont l'annexe A exclut le transport ne doivent pas faire l'objet d'un transport international.

2. Les transports internationaux des autres marchandises dangereuses sont autorisés, si soit remplies:

- a) Les conditions qu'impose l'annexe A pour les marchandises en cause, notamment pour leur emballage et leur étiquetage, et
- b) Les conditions qu'impose l'annexe B, notamment pour la construction, l'équipement et la circulation du véhicule transportant les marchandises en cause, sous réserve des prescriptions du paragraphe 2 de l'article 4.

ARTICLE 3

Les annexes du présent Accord font partie intégrante dudit Accord.

**EUROPEAN AGREEMENT
CONCERNING THE INTERNATIONAL CARRIAGE OF
DANGEROUS GOODS BY ROAD
(ADR)**

The Contracting Parties,

Desiring to increase the safety of international transport by road,

Have agreed as follows:

ARTICLE 1

For the purpose of this Agreement,

- (a) The term "vehicle" shall mean motor vehicles, articulated vehicles, trailers and semi-trailers, as defined in article 4 of the Convention on Road Traffic of 19 September 1949, other than vehicles belonging to or under the orders of the armed forces of a Contracting Party;
- (b) The term "dangerous goods" shall mean those substances and articles the international carriage by road of which is prohibited by, or authorized only on certain conditions by, annexes A and B;
- (c) The term "international transport" shall mean any transport operation performed on the territory of at least two Contracting Parties by vehicles defined in (a) above.

ARTICLE 2

1. Subject to the provisions of article 4, paragraph 3, dangerous goods barred from carriage by annex A shall not be accepted for international transport.

2. International transport of other dangerous goods shall be authorized subject to compliance with:

- (a) The conditions laid down in annex A for the goods in question, in particular as regards their packaging and labelling, and
- (b) The conditions laid down in annex B, in particular as regards the construction, equipment and operation of the vehicle carrying the goods in question, subject to the provisions of article 4, paragraph 2.

ARTICLE 3

The annexes to this Agreement shall form an integral part thereof.

ARTICLE 4

1. Chaque Partie contractante conserve le droit de réglementer ou d'interdire pour des raisons autres que la sécurité en cours de route l'entrée sur son territoire de marchandises dangereuses.

2. Les véhicules qui étaient en service sur le territoire d'une Partie contractante lors de l'entrée en vigueur du présent Accord ou qui y ont été mis en service dans les deux mois après cette entrée en vigueur pourront, pendant un délai de trois ans à dater de cette entrée en vigueur, effectuer un transport international de marchandises dangereuses même, si leur construction et leur équipement ne satisfont pas entièrement aux conditions imposées par l'annexe B pour le transport en cause. Des clauses spéciales de l'annexe B peuvent, toutefois, réduire ce délai.

3. Les Parties contractantes conservent le droit de convenir, par accords particuliers bilatéraux ou multilatéraux, que certaines des marchandises dangereuses dont le présent Accord interdit tout transport international pourront, sous certaines conditions, faire l'objet de transports internationaux sur leurs territoires ou que des marchandises dangereuses dont le présent Accord n'autorise le transport international qu'à des conditions déterminées pourront faire l'objet, sur leurs territoires, de transports internationaux à des conditions moins rigoureuses que celles imposées par les annexes du présent Accord. Les accords particuliers, bilatéraux ou multilatéraux, visés par le présent paragraphe, seront communiqués au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qui les communiquera aux Parties contractantes non signataires de ces accords.

ARTICLE 5

Les transports auxquels s'applique le présent Accord restent soumis aux prescriptions nationales ou internationales concernant, de façon générale, la circulation routière, les transports routiers internationaux ou les échanges internationaux de marchandises.

ARTICLE 6

1. Les pays membres de la Commission économique pour l'Europe et les pays admis à la Commission à titre consultatif conformément au paragraphe 8 du mandat de cette Commission peuvent devenir Parties contractantes au présent Accord :

- a) En le signant;
- b) En le ratifiant après l'avoir signé sous réserve de ratification;
- c) En y adhérant.

2. Les pays susceptibles de participer à certains travaux de la Commission économique pour l'Europe en application du paragraphe 11 du mandat de cette Commission peuvent devenir Parties contractantes au présent Accord en y adhérant après son entrée en vigueur.

ARTICLE 4

1. Each Contracting Party shall retain the right to regulate or prohibit, for reasons other than safety during carriage, the entry of dangerous goods into its territory.

2. Vehicles in service on the territory of a Contracting Party at the time of entry into force of this Agreement or brought into service on such territory within two months after its entry into force shall be allowed, for a period of three years from such entry into force, to perform the international transport of dangerous goods even if their construction and equipment do not entirely conform to the requirements laid down in annex B for the transport operation in question. Under special clauses of annex B, however, this period may be reduced.

3. The Contracting Parties shall retain the right to arrange, by special bilateral or multilateral agreements, that certain of the dangerous goods which under this Agreement are barred from all international transport may, subject to certain conditions, be accepted for international transport on their territories, or that dangerous goods which under this Agreement are acceptable for international transport only on specified conditions may be accepted for international transport on their territories under conditions less stringent than those laid down in the annexes to this Agreement. The special bilateral or multilateral agreements referred to in this paragraph shall be communicated to the Secretary-General of the United Nations, who shall communicate them to the Contracting Parties which are not signatories to the said agreements.

ARTICLE 5

The transport operations to which this Agreement applies shall remain subject to national or international regulations applicable in general to road traffic, international road transport and international trade.

ARTICLE 6

1. Countries members of the Economic Commission for Europe and countries admitted to the Commission in a consultative capacity under paragraph 8 of the Commission's terms of reference may become Contracting Parties to this Agreement:

- (a) By signing it;
- (b) By ratifying it after signing it subject to ratification;
- (c) By acceding to it.

2. Such countries as may participate in certain activities of the Economic Commission for Europe in accordance with paragraph 11 of the Commission's terms of reference may become Contracting Parties to this Agreement by acceding to it after its entry into force.

3. L'Accord sera ouvert à la signature jusqu'au 15 décembre 1957. Après cette date, il sera ouvert à l'adhésion.

4. La ratification ou l'adhésion sera effectuée par le dépôt d'un instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE 7

1. Le présent Accord entrera en vigueur un mois après la date à laquelle le nombre des pays mentionnés au paragraphe 1 de l'article 6 qui l'auront signé sans réserve de ratification ou auront déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion aura été porté à cinq. Toutefois, ses annexes ne s'appliqueront que six mois après l'entrée en vigueur de l'Accord lui-même.

2. Pour chaque pays qui ratifiera le présent Accord ou y adhérera après que cinq des pays mentionnés au paragraphe 1 de l'article 6 l'auront signé sans réserve de ratification ou auront déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion, le présent Accord entrera en vigueur un mois après le dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion dudit pays, et ses annexes seront appliquées pour ce pays, soit à la même date, si elles sont déjà en vigueur à ce moment, soit, à défaut, à la date à laquelle elles seront appliquées en vertu des dispositions du paragraphe 1 du présent article.

ARTICLE 8

1. Chaque Partie contractante pourra dénoncer le présent Accord par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. La dénonciation prendra effet douze mois après la date à laquelle le Secrétaire général en aura reçu notification.

ARTICLE 9

1. Le présent Accord cessera de produire ses effets si, après son entrée en vigueur, le nombre des Parties contractantes est inférieur à cinq pendant douze mois consécutifs.

2. Dans le cas où un accord mondial portant réglementation du transport des marchandises dangereuses viendrait à être conclu, toute disposition du présent Accord qui serait en contradiction avec l'une quelconque des dispositions de cet accord mondial serait, dans les rapports entre les Parties au présent Accord devenues Parties à l'accord mondial, et à dater du jour de l'entrée en vigueur de celui-ci, automatiquement abolie et remplacée *ipso facto* par la disposition y relative de l'accord mondial.

ARTICLE 10

1. Tout pays pourra, lorsqu'il signera le présent Accord sans réserve de ratification ou lors du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion ou à tout moment ultérieur, déclarer, par une notification adressée au

3. The Agreement shall be open for signature until 15 December 1957. Thereafter, it shall be open for accession.

4. Ratification or accession shall be effected by the depositing of an instrument with the Secretary-General of the United Nations.

ARTICLE 7

1. This Agreement shall enter into force one month after the date on which the number of countries mentioned in article 6, paragraph 1, which have signed it without reservation of ratification or have deposited their instruments of ratification or accession has reached a total of five.⁽¹⁾ However, the annexes thereto shall not apply until six months after the entry into force of the Agreement itself.⁽²⁾

2. For any country ratifying or acceding to this Agreement after five of the countries referred to in article 6, paragraph 1, have signed it without reservation of ratification or have deposited their instruments of ratification or accession, this Agreement shall enter into force one month after the said country has deposited its instrument of ratification or accession and the annexes thereto shall apply for the said country either on the same date, if they are already in force by that date, or, if they are not in force by that date, on the date on which they apply under the provisions of paragraph 1 of this article.⁽³⁾

ARTICLE 8

1. Any Contracting Party may denounce this Agreement by so notifying the Secretary-General of the United Nations.

2. Denunciation shall take effect twelve months after the date of receipt by the Secretary-General of the notification of denunciation.

ARTICLE 9

1. This Agreement shall cease to have effect if, after its entry into force, the number of Contracting Parties is less than five during twelve consecutive months.

2. In the event of the conclusion of a world-wide agreement for the regulation of the transport of dangerous goods, any provision of this Agreement which is contrary to any provision of the said worldwide agreement shall, from the date on which the latter enters into force, automatically cease to apply to relations between the Parties to this Agreement which become parties to the worldwide agreement, and shall automatically be replaced by the relevant provision of the said worldwide agreement.

ARTICLE 10

1. Any country may, at the time of signing this Agreement without reservation of ratification or of depositing its instrument of ratification or accession or at any time thereafter, declare by notification addressed to the

(1) The Agreement entered into force on 29 January, 1968.

(2) The Annexes apply as from 29 July, 1968.

(3) The Agreement and Annexes entered into force for the United Kingdom on 29 July, 1968.

Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, que le présent Accord sera applicable à tout ou partie des territoires qu'il représente sur le plan international. L'Accord et ses annexes seront applicables au territoire ou aux territoires mentionnés dans la notification un mois après la réception de cette notification par le Secrétaire général.

2. Tout pays qui aura fait, conformément au paragraphe 1 du présent article, une déclaration ayant pour effet de rendre le présent Accord applicable à un territoire qu'il représente sur le plan international pourra, conformément à l'article 8, dénoncer l'Accord en ce qui concerne ledit territoire.

ARTICLE 11

1. Tout différend entre deux ou plusieurs Parties contractantes touchant l'interprétation ou l'application du présent Accord sera, autant que possible, réglé par voie de négociation entre les Parties en litige.

2. Tout différend qui n'aura pas été réglé par voie de négociation sera soumis à l'arbitrage si l'une quelconque des Parties contractantes en litige le demande et sera, en conséquence, renvoyé à un ou plusieurs arbitres choisis d'un commun accord par les Parties en litige. Si, dans les trois mois à dater de la demande d'arbitrage, les Parties en litige n'arrivent pas à s'entendre sur le choix d'un arbitre ou des arbitres, l'une quelconque de ces Parties pourra demander au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de désigner un arbitre unique devant lequel le différend sera renvoyé pour décision.

3. La sentence de l'arbitre ou des arbitres désignés conformément au paragraphe 2 du présent article sera obligatoire pour les Parties contractantes en litige.

ARTICLE 12

1. Chaque Partie contractante pourra, au moment où elle signera ou ratifiera le présent Accord ou y adhérera, déclarer qu'elle ne se considère pas liée par l'article 11. Les autres Parties contractantes ne seront pas liées par l'article 11 envers toute Partie contractante qui aura formulé une telle réserve.

2. Toute Partie contractante qui aura formulé une réserve conformément au paragraphe 1 du présent article pourra à tout moment lever cette réserve par une notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE 13

1. Après que le présent Accord aura été en vigueur pendant trois ans, toute Partie contractante pourra, par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, demander la convocation d'une conférence à l'effet de réviser le texte de l'Accord. Le Secrétaire général notifiera cette demande à toutes les Parties contractantes et

Secretary-General of the United Nations that this Agreement shall extend to all or any of the territories for the international relations of which it is responsible. The Agreement and the annexes thereto shall extend to the territory or territories named in the notification one month after it is received by the Secretary-General.

2. Any country which has made a declaration under paragraph 1 of this article extending this Agreement to any territory for whose international relations it is responsible may denounce the Agreement separately in respect of the said territory in accordance with the provisions of article 8.

ARTICLE 11

1. Any dispute between two or more Contracting Parties concerning the interpretation or application of this Agreement shall so far as possible be settled by negotiation between them.

2. Any dispute which is not settled by negotiation shall be submitted to arbitration if any one of the Contracting Parties in dispute so requests and shall be referred accordingly to one or more arbitrators selected by agreement between the Parties in dispute. If within three months from the date of the request for arbitration the Parties in dispute are unable to agree on the selection of an arbitrator or arbitrators, any of those Parties may request the Secretary-General of the United Nations to nominate a single arbitrator to whom the dispute shall be referred for decision.

3. The decision of the arbitrator or arbitrators appointed under paragraph 2 of this article shall be binding on the Contracting Parties in dispute.

ARTICLE 12

1. Each Contracting Party may, at the time of signing, ratifying, or acceding to, this Agreement, declare that it does not consider itself bound by article 11. Other Contracting Parties shall not be bound by article 11 in respect of any Contracting Party which has entered such a reservation.

2. Any Contracting Party having entered a reservation as provided for in paragraph 1 of this article may at any time withdraw such reservation by notifying the Secretary-General of the United Nations.

ARTICLE 13

1. After this Agreement has been in force for three years, any Contracting Party may, by notification to the Secretary-General of the United Nations, request that a conference be convened for the purpose of reviewing the text of the Agreement. The Secretary-General shall notify all Contracting Parties of the request and a review conference shall be

convoquera une conférence de revision si, dans un délai de quatre mois à dater de la notification adressée par lui, le quart au moins des Parties contractantes lui signifient leur assentiment à cette demande.

2. Si une conférence est convoquée conformément au paragraphe 1 du présent article, le Secrétaire général en avisera toutes les Parties contractantes et les invitera à présenter, dans un délai de trois mois, les propositions qu'elles souhaiteraient voir examiner par la conférence. Le Secrétaire général communiquera à toutes les Parties contractantes l'ordre du jour provisoire de la conférence, ainsi que le texte de ces propositions, trois mois au moins avant la date d'ouverture de la conférence.

3. Le Secrétaire général invitera à toute conférence convoquée conformément au présent article tous les pays visés au paragraphe 1 de l'article 6, ainsi que les pays devenus Parties contractantes en application du paragraphe 2 de l'article 6.

ARTICLE 14

1. Indépendamment de la procédure de revision prévue à l'article 13, toute Partie contractante pourra proposer un ou plusieurs amendements aux annexes du présent Accord. A cet effet, elle en transmettra le texte au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Pour obtenir la concordance de ces annexes avec les autres accords internationaux relatifs au transport des marchandises dangereuses, le Secrétaire général pourra également proposer des amendements aux annexes du présent Accord.

2. Le Secrétaire général communiquera à toutes les Parties contractantes et portera à la connaissance des autres pays visés au paragraphe 1 de l'article 6 toute proposition faite conformément au paragraphe 1 du présent article.

3. Tout projet d'amendement aux annexes sera réputé accepté à moins que, dans le délai de trois mois à compter de la date à laquelle le Secrétaire général l'a transmis, le tiers au moins des Parties contractantes, ou cinq d'entre elles si le tiers est supérieur à ce chiffre, n'aient notifié par écrit au Secrétaire général leur opposition à l'amendement proposé. Si l'amendement est réputé accepté, il entrera en vigueur pour toutes les Parties contractantes soit à l'expiration d'un nouveau délai de trois mois, soit, au cas où des amendements analogues ont été apportés ou seront vraisemblablement apportés aux autres accords internationaux visés au paragraphe 1 du présent article, à l'expiration d'un délai qui sera fixé par le Secrétaire général de façon à permettre dans toute la mesure du possible l'entrée en vigueur simultanée de l'amendement et de ceux qui ont été ou seront vraisemblablement apportés à ces autres accords; le délai ne pourra, toutefois, être inférieur à un mois.

4. Le Secrétaire général communiquera le plus tôt possible à toutes les Parties contractantes et à tous les pays visés au paragraphe 1 de l'article 6 toute objection reçue des Parties contractantes contre un amendement proposé.

convened by the Secretary-General if, within a period of four months following the date of notification by the Secretary-General, not less than one-fourth of the Contracting Parties notify him of their concurrence with the request.

2. If a conference is convened in accordance with paragraph 1 of this article, the Secretary-General shall notify all the Contracting Parties and invite them to submit within a period of three months such proposals as they may wish the Conference to consider. The Secretary-General shall circulate to all Contracting Parties the provisional agenda for the conference, together with the texts of such proposals at least three months before the date on which the conference is to meet.

3. The Secretary-General shall invite to any conference convened in accordance with this article all countries referred to in article 6, paragraph 1, and countries which have become Contracting Parties under article 6, paragraph 2.

ARTICLE 14

1. Independently of the revision procedure provided for in article 13, any Contracting Party may propose one or more amendments to the annexes to this Agreement. To that end it shall transmit the text thereof to the Secretary-General of the United Nations. The Secretary-General may also propose amendments to the annexes to this Agreement for the purpose of ensuring concordance between those annexes and other international agreements concerning the carriage of dangerous goods.

2. The Secretary-General shall transmit any proposal made under paragraph 1 of this article to all Contracting Parties and inform thereof the other countries referred to in article 6, paragraph 1.

3. Any proposed amendment to the annexes shall be deemed to be accepted unless, within three months from the date on which the Secretary-General circulates it, at least one-third of the Contracting Parties, or five of them if one-third exceeds that figure, have given the Secretary-General written notification of their objection to the proposed amendment. If the amendment is deemed to be accepted, it shall enter into force for all the Contracting Parties, either on the expiry of a further period of three months or, in cases where similar amendments have been or are likely to be made to the other international agreements referred to in paragraph 1 of this article, on the expiry of a period the duration of which shall be determined by the Secretary-General in such a way as to allow, wherever possible, the simultaneous entry into force of the amendment and those that have been or are likely to be made to such other agreements; such period shall not, however, be of less than one month's duration.

4. The Secretary-General shall, as soon as possible, notify all Contracting Parties and all the countries referred to in article 6, paragraph 1, of any objection which may be received from the Contracting Parties to a proposed amendment.

5. Si le projet d'amendement aux annexes n'est pas réputé accepté, mais si au moins une Partie contractante autre que celle qui l'a proposé a notifié par écrit au Secrétaire général son accord sur le projet, une réunion de toutes les Parties contractantes et de tous les pays visés au paragraphe 1 de l'article 6 sera convoquée par le Secrétaire général dans un délai de trois mois à compter de l'expiration du délai de trois mois prévu par le paragraphe 3 du présent article pour s'opposer à l'amendement. Le Secrétaire général peut inviter également à cette réunion des représentants:

- a) Des organisations internationales gouvernementales ayant compétence en matière de transport;
- b) Des organisations internationales non gouvernementales dont les activités sont liées directement aux transports de marchandises dangereuses sur les territoires des Parties contractantes.

6. Tout amendement adopté par plus de la moitié du nombre total des Parties contractantes à une réunion convoquée conformément au paragraphe 5 du présent article entrera en vigueur pour toutes les Parties contractantes conformément aux modalités décidées lors de ladite réunion par la majorité des Parties contractantes prenant part à la réunion.

ARTICLE 15

Outre les notifications prévues aux articles 13 et 14, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifiera aux pays visés au paragraphe 1 de l'article 6, ainsi qu'aux pays devenus Parties contractantes en application du paragraphe 2 de l'article 6:

- a) Les signatures, ratifications et adhésions conformément à l'article 6;
- b) Les dates auxquelles le présent Accord et ses annexes entreront en vigueur conformément à l'article 7;
- c) Les dénonciations conformément à l'article 8;
- d) L'abrogation de l'Accord conformément à l'article 9;
- e) Les notifications et dénonciations reçues conformément à l'article 10;
- f) Les déclarations et notifications reçues conformément aux paragraphes 1 et 2 de l'article 12;
- g) L'acceptation et la date d'entrée en vigueur des amendements conformément aux paragraphes 3 et 6 de l'article 14.

ARTICLE 16

1. Le Protocole de signature du présent Accord aura les mêmes force, valeur et durée que l'Accord lui-même dont il sera considéré comme faisant partie intégrante.

2. Aucune réserve au présent Accord n'est admise en dehors de celles inscrites au Protocole de signature et de celles formulées conformément à l'article 12.

5. If the proposed amendment to the annexes is not deemed to be accepted, but if at least one Contracting Party other than the Contracting Party which proposed the amendment has given the Secretary-General written notification of its agreement to the proposal, a meeting of all the Contracting Parties and all the countries referred to in article 6, paragraph 1, shall be convened by the Secretary-General within three months after the expiry of the period of three months within which, under paragraph 3 of this article, notification must be given of objection to the amendment. The Secretary-General may also invite to such meeting representatives of:

- (a) Inter-governmental organizations which are concerned with transport matters;
- (b) International non-governmental organizations whose activities are directly related to the transport of dangerous goods in the territories of the Contracting Parties.

6. Any amendment adopted by more than half the total number of Contracting Parties at a meeting convened in accordance with paragraph 5 of this article shall enter into force for all Contracting Parties in accordance with the procedure agreed at such meeting by the majority of the Contracting Parties attending it.

ARTICLE 15

In addition to the notifications provided for in articles 13 and 14, the Secretary-General of the United Nations shall notify the countries referred to in article 6, paragraph 1, and the countries which have become Contracting Parties under article 6, paragraph 2, of—

- (a) Signatures, ratifications and accessions in accordance with article 6;
- (b) The dates on which this Agreement and the annexes thereto enter into force in accordance with article 7;
- (c) Denunciations in accordance with article 8;
- (d) The termination of the Agreement in accordance with article 9;
- (e) Notifications and denunciations received in accordance with article 10;
- (f) Declarations and notifications received in accordance with article 12, paragraphs 1 and 2;
- (g) The acceptance and date of entry into force of amendments in accordance with article 14, paragraphs 3 and 6.

ARTICLE 16

1. The Protocol of Signature of this Agreement, shall have the same force, effect and duration as the Agreement itself, of which it shall be considered to be an integral part.

2. No reservation to this Agreement, other than those entered in the Protocol of Signature and those made in accordance with article 12, shall be permitted.

ARTICLE 17

Après le 15 décembre 1957, l'original du présent Accord sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qui en transmettra des copies certifiées conformes à chacun des pays visés au paragraphe 1 de l'article 6.

ARTICLE 17

After 15 December 1957, the original of this Agreement shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations, who shall transmit certified true copies thereof to each of the countries referred to in article 6, paragraph 1.

EN FOI DE QUOI les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé le présent Accord.

FAIT à Genève, le trente septembre mil neuf cent cinquante-sept, en un seul exemplaire, en langues anglaise et française pour le texte de l'Accord proprement dit et en langue française pour les annexes, les deux textes faisant également foi pour l'Accord proprement dit.

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est invité à établir une traduction des annexes en langue anglaise faisant autorité et à joindre cette traduction aux copies certifiées conformes visées à l'article 17.

Pour l'Albanie:

Pour l'Autriche:

Pour la Belgique:

Pour la République socialiste soviétique de Biélorussie:

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorized thereto, have signed this Agreement.

DONE at Geneva, this thirtieth day of September one thousand nine hundred and fifty-seven, in a single copy, in the English and French languages for the text of the Agreement proper, and in the French language for the annexes, each text being equally authentic for the Agreement proper.

The Secretary-General of the United Nations is requested to prepare an authoritative translation of the annexes in the English language and attach it to the certified true copies referred to in article 17.

For Albania:

For Austria:

Sous réserve de ratification
A. BUZZI-QUATTRINI
13 décembre 1957

For Belgium:

Sous réserve de ratification
J. ETIENNE
18 octobre 1957

For the Byelorussian Soviet Socialist Republic:

Pour la Bulgarie :

For Bulgaria :

Pour le Danemark :

For Denmark :

Pour l'Espagne :

For Spain :

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

For the United States of America :

Pour la Finlande :

For Finland :

Pour la France :

For France :

Sous réserve de ratification

DE CURTON

13 décembre 1957

Pour la Grèce :

For Greece :

Pour la Hongrie :

For Hungary :

Pour l'Irlande :

For Ireland :

Pour l'Islande :

For Iceland :

Pour l'Italie :

For Italy :

Sous réserve de ratification

M. DEL DRAGO

13 décembre 1957

Pour le Luxembourg :

For Luxembourg :

Sous réserve de ratification

R. LOGELIN

13 décembre 1957

Pour la Norvège :

For Norway :

Pour les Pays-Bas :

For the Netherlands :

Sous réserve de ratification

Pour le Royaume en Europe

K. VONK

13 décembre 1957

Pour la Pologne :

For Poland :

Pour le Portugal :

For Portugal :

Pour la République fédérale d'Allemagne : For the Federal Republic of Germany :

Sous réserve de ratification

R. THIERFELDER W. WETZLER

13 décembre 1957

Pour la Roumanie :

For Romania :

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :

Subject to ratification

JAMES C. WARDROP

1 October 1957

Pour la Suède :

For Sweden :

Pour la Suisse :

For Switzerland :

Sous réserve de ratification

MARTIN

6 novembre 1957

Pour la Tchécoslovaquie :

For Czechoslovakia :

Pour la Turquie :

For Turkey :

**Pour la République socialiste
soviétique d'Ukraine :**

**For the Ukrainian Soviet Socialist
Republic :**

**Pour l'Union des Républiques
socialistes soviétiques :**

**For the Union of Soviet Socialist
Republics :**

Pour la Yougoslavie :

For Yugoslavia :

**PROTOCOLE DE SIGNATURE
DE L'ACCORD EUROPEEN RELATIF AU TRANSPORT
INTERNATIONAL DES MARCHANDISES DANGEREUSES
PAR ROUTE
(ADR)**

Au moment de signer l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR), les soussignés, dûment autorisés,

1. *Considérant* que les conditions de transport des marchandises dangereuses par mer à destination ou en provenance du Royaume-Uni diffèrent essentiellement de celles qui sont prescrites par l'annexe A de l'ADR et qu'il est impossible de les modifier dans un proche avenir pour les rendre conformes à celles-ci,

Tenant compte de ce que le Royaume-Uni s'est engagé à soumettre, à titre d'amendement à l'annexe A, un appendice spécial de ladite annexe A qui contiendra les dispositions spéciales applicables aux transports route-mer des marchandises dangereuses entre le continent et le Royaume-Uni,

Décident que, jusqu'à l'entrée en vigueur de cet appendice spécial, les marchandises dangereuses qui seront transportées sous le régime de l'ADR à destination ou en provenance du Royaume-Uni devront satisfaire aux dispositions de l'annexe A de l'ADR et, en outre, aux prescriptions du Royaume-Uni en ce qui concerne le transport par mer des marchandises dangereuses;

2. *Preennent note* d'une déclaration du représentant de la France selon laquelle le Gouvernement de la République française se réserve, par dérogation au paragraphe 2 de l'article 4, le droit de n'autoriser les véhicules en service sur le territoire d'une autre Partie contractante, quelle que soit la date de leur mise en service, à effectuer des transports de marchandises dangereuses sur le territoire français que si ces véhicules répondent soit aux conditions imposées pour ces transports par l'annexe B, soit aux conditions imposées pour le transport des marchandises en cause par la réglementation française pour le transport par route des marchandises dangereuses;

3. *Recommandent* que, dans toute la mesure du possible, avant d'être présentées conformément au paragraphe 1 de l'article 14 ou au paragraphe 2 de l'article 13, les propositions d'amendement au présent Accord ou à ses annexes fassent l'objet d'une discussion préalable au sein de réunions d'experts des Parties contractantes et, si nécessaire, des autres pays visés au paragraphe 1 de l'article 6 de l'Accord, ainsi que des organisations internationales visées au paragraphe 5 de l'article 14 de l'Accord.

**PROTOCOL OF SIGNATURE
TO THE EUROPEAN AGREEMENT ON THE INTERNATIONAL
CARRIAGE OF DANGEROUS GOODS BY ROAD
(ADR)**

On proceeding to sign the European Agreement on the International Carriage of Dangerous Goods by Road (ADR) the undersigned, duly authorized,

1. *Considering* that the conditions governing the carriage of dangerous goods by sea to or from the United Kingdom differ basically from those set forth in annex A to ADR and that it is impossible to modify them so as to conform to the latter in the near future,

Having regard to the undertaking given by the United Kingdom to submit as an amendment to the said annex A a special appendix containing special provisions for road-sea carriage of dangerous goods between the Continent and the United Kingdom,

Have agreed that, until the entry into force of such special appendix, dangerous goods carried under ADR to or from the United Kingdom shall comply with the provisions of annex A to ADR and also with the United Kingdom conditions for the carriage of dangerous goods by sea;

2. *Take note of* a declaration by the representative of France to the effect that the Government of the French Republic reserves the right, notwithstanding the provisions of article 4, paragraph 2, to refuse to allow vehicles in service on the territory of another Contracting Party, whatever the date on which they were put into service, to be used for the carriage of dangerous goods on French territory unless such vehicles comply either with the conditions laid down for such carriage in annex B or with the conditions laid down for the carriage of the goods in question in the French regulations governing the carriage of dangerous goods by road;

3. *Recommend* that, before submission in accordance with article 14, paragraph 1, or article 13, paragraph 2, proposed amendments to this Agreement or its annexes shall as far as possible first be discussed at meetings of experts of the Contracting Parties and, if necessary, of the other countries mentioned in article 6, paragraph 1, of the Agreement and of the international organizations mentioned in article 14, paragraph 5, of the Agreement.

Pour l'Albanie :

For Albania :

Pour l'Autriche :

For Austria :

Sous réserve de ratification

A. BUZZI-QUATTRINI

13 décembre 1957

Pour la Belgique :

For Belgium :

Sous réserve de ratification

J. ETIENNE

18 octobre 1957

Pour la République socialiste
soviétique de Biélorussie :

For the Byelorussian Soviet Socialist
Republic :

Pour la Bulgarie :

For Bulgaria :

Pour le Danemark :

For Denmark :

Pour l'Espagne :

For Spain :

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

For the United States of America :

Pour la Finlande :

For Finland :

Pour la France :

For France :

Sous réserve de ratification

DE CURTON

13 décembre 1957

Pour la Grèce :

For Greece :

Pour la Hongrie :

For Hungary :

Pour l'Irlande :

For Ireland :

Pour l'Islande :

For Iceland :

Pour l'Italie :

For Italy :

Sous réserve de ratification

M. DEL DRAGO

13 décembre 1957

Pour le Luxembourg :

For Luxembourg :

Sous réserve de ratification

R. LOGELIN

13 décembre 1957

Pour la Norvège :

For Norway :

Pour les Pays-Bas :

For the Netherlands :

Sous réserve de ratification

Pour le Royaume en Europe

K. VONK

13 décembre 1957

Pour la Pologne :

For Poland :

Pour le Portugal :

For Portugal :

Pour la République fédérale d'Allemagne :

For the Federal Republic of Germany :

Sous réserve de ratification

R. THIERFELDER W. WETZLER

13 décembre 1957

Pour la Roumanie:

For Romania:

Pour le Royaume-Uni de Grande-
Bretagne et d'Irlande du Nord:

For the United Kingdom of Great
Britain and Northern Ireland:

Subject to ratification

JAMES C. WARDROP

1 October 1957

Pour la Suède:

For Sweden:

Pour la Suisse:

For Switzerland:

Sous réserve de ratification

MARTIN

6 novembre 1957

Pour la Tchécoslovaquie:

For Czechoslovakia:

Pour la Turquie:

For Turkey:

Pour la République
soviétique d'Ukraine:

socialiste For the Ukrainian Soviet Socialist
Republic:

Pour l'Union des Républiques socialistes soviétiques: For the Union of Soviet Socialist Republics:

Pour la Yougoslavie:

For Yugoslavia:

RATIFICATIONS

	<i>Country</i>	
Belgium	25 August, 1960
France	2 February, 1960
Italy	3 June, 1963
Netherlands	1 November, 1963
United Kingdom	29 June, 1968

ACCESSION

Portugal	29 December, 1967
----------	--------	-------------------

ANNEXE A

PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX MATIÈRES ET
OBJETS DANGEREUX

SOMMAIRE

Ière Partie—Définitions et prescriptions générale

Définitions	...	...	...	...	...	...	...	<i>Marginaux</i>
Prescriptions générales	...	...	...	...	...	...	...	2000 et 2001 2002-2019

IIe Partie—Énumération des matières et prescriptions
particulières aux diverses classes

Classe Ia	Matières et objets explosibles	...	...	...	...	...	...	2020 et suivants
Classe Ib	Objets chargés en matières explosibles	...	...	...	...	...	...	2060 et suivants
Classe Ic	Inflammateurs, pièces d'artifice et marchandises similaires	...	...	...	...	...	...	2100 et suivants
Classe Id	Gaz comprimés, liquéfiés ou dissous sous pression	...	...	...	...	...	...	2130 et suivants
Classe Ie	Matières qui, au contact de l'eau, dégagent des gaz inflammables	...	...	...	...	...	...	2180 et suivants
Classe II	Matières sujettes à l'inflammation spontanée	...	...	...	...	...	...	2200 et suivants
Classe IIIa	Matières liquides inflammables	...	...	...	...	...	...	2300 et suivants
Classe IIIb	Matières solides inflammables	...	...	...	...	...	...	2330 et suivants
Classe IIIc	Matières comburantes	...	...	...	...	...	...	2370 et suivants
Classe IVa	Matières toxiques	...	...	...	...	...	...	2400 et suivants
Classe IVb	Matières radioactives	...	...	...	...	...	...	2450 et suivants
Classe V	Matières corrosives	...	...	...	...	...	...	2500 et suivants
Classe VI	Matières répugnantes ou susceptibles de produire une infection	...	...	...	...	...	...	2600 et suivants
Classe VII	Peroxydes organiques	...	...	...	...	...	...	2700 et suivants

IIIe Partie—Appendices de l'Annexe A

Appendice A.1	Conditions de stabilité et de sécurité relatives aux matières explosibles, aux matières solides inflammables et aux peroxydes organiques; règles relatives aux épreuves	...	...	...	...	...	...	3100 et suivants
Appendice A.2	Recommandations relatives à la nature des récipients en alliages d'aluminium pour certains gaz de la classe Id; prescriptions relatives aux épreuves sur les boîtes et cartouches à gaz sous pression des 16° et 17° de la classe Id	...	...	...	...	...	...	3200 et suivants
Appendice A.3	Épreuves relatives aux matières liquides inflammables des classes IIIa et IVa	...	...	...	...	...	...	3300 et suivants
Appendice A.4	Réservé	...	...	...	...	...	...	3400 et suivants
Appendice A.5	Prescriptions relatives aux épreuves sur les fûts en acier destinés au transport de matières liquides inflammables de la classe IIIa	...	...	...	...	...	...	3500 et suivants
Appendice A.6	Tableaux: méthode pour l'application des critères de la classe de sécurité nucléaire I; méthodes d'épreuve pour emballages destinés aux matières de la classe IVb	...	...	...	...	...	...	3600 et suivants
Appendice A.7	Réservé	...	...	...	...	...	...	3700 et suivants
Appendice A.8	Réservé	...	...	...	...	...	...	3800 et suivants
Appendice A.9	Prescriptions relatives aux étiquettes de danger; explication des figures et modèles d'étiquettes	...	...	...	...	...	...	3900 et suivants

ANNEX A*

PROVISIONS CONCERNING DANGEROUS SUBSTANCES
AND ARTICLES

CONTENTS

Part I—Definitions and General Provisions

	<i>Marginals</i>
Definitions	2,000 and 2,001
General provisions	2,002–2,019

Part II—List of Substances and Special Provisions
for the various Classes

Class Ia	Explosive substances and articles	2,020 <i>et seq.</i>
Class Ib	Articles filled with explosive substances	2,060 <i>et seq.</i>
Class Ic	Igniters, fireworks and similar goods	2,100 <i>et seq.</i>
Class Id	Gases: compressed, liquefied or dissolved under pressure	2,130 <i>et seq.</i>
Class Ie	Substances which give off inflammable gases on contact with water	2,180 <i>et seq.</i>
Class II	Substances liable to spontaneous combustion	2,200 <i>et seq.</i>
Class IIIa	Inflammable liquids	2,300 <i>et seq.</i>
Class IIIb	Inflammable solids	2,330 <i>et seq.</i>
Class IIIc	Oxidizing substances	2,370 <i>et seq.</i>
Class IVa	Toxic substances	2,400 <i>et seq.</i>
Class IVb	Radioactive substances	2,450 <i>et seq.</i>
Class V	Corrosive substances	2,500 <i>et seq.</i>
Class VI	Repugnant substances and substances liable to cause infection	2,600 <i>et seq.</i>
Class VII	Organic peroxides	2,700 <i>et seq.</i>

Part III—Appendices to Annex A

Appendix A.1	Stability and safety conditions relating to explosive substances, inflammable solids and organic peroxides; rules for tests	3,100 <i>et seq.</i>
Appendix A.2	Recommendations relating to the nature of aluminium-alloy receptacles for certain gases of Class Id; provisions governing tests on dispensers and cartridges for gases under pressure of 16° and 17° of Class Id	3,200 <i>et seq.</i>
Appendix A.3	Tests relating to inflammable liquids of Classes IIIa and IVa	3,300 <i>et seq.</i>
Appendix A.4	Reserved	3,400 <i>et seq.</i>
Appendix A.5	Provisions governing tests on steel drums for the carriage of inflammable liquids of Class IIIa	3,500 <i>et seq.</i>
Appendix A.6	Tables; method of applying the criteria of Nuclear Safety Class I; methods of testing packagings intended for substances of Class IVb	3,600 <i>et seq.</i>
Appendix A.7	Reserved	3,700 <i>et seq.</i>
Appendix A.8	Reserved	3,800 <i>et seq.</i>
Appendix A.9	Provisions relating to danger labels; explanation of the symbols, and model labels	3,900 <i>et seq.</i>

* Annexes A and B are available as a separate publication from H.M.S.O. under Code No. 34-449; only the contents lists are reproduced here.

ANNEXE B
DISPOSITIONS RELATIVES AU MATÉRIEL DE TRANSPORT
ET AU TRANSPORT

SOMMAIRE

	<i>Marginaux</i>
PLAN DE L'ANNEXE	10 000
APPLICABILITE D'AUTRES RÉGLEMENTS NATIONAUX OU INTER- NATIONAUX	10 001
APPLICABILITE DES DISPOSITIONS DU CHAPITRE I DE LA PRÉSENTE ANNEXE	10 002
CHAPITRE I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES AU TRANSPORT DES MATIÈRES DANGEREUSES DE TOUTES CLASSES:	
Section 1 <i>Généralités</i>	10 100 et suivants
Champ d'application de la présente annexe	10 100
Définitions	10 102
Types de véhicules	10 104
Chargement complet	10 108
Transport en vrac	10 111
Transport en containers	10 118
Transport en citernes	10 121
Citernes	10 127
Equipage du véhicule—Surveillance	10 171
Transport de voyageurs	10 172
Documents de bord	10 181
Agrément des véhicules	10 182
Consignes écrites	10 185
Section 2 <i>Conditions spéciales à remplir par les véhicules et leur équipement</i>	10 200 et suivants
Moyens d'extinction d'incendie	10 240
Équipement électrique	10 251
Équipement divers	10 260
Section 3 <i>Prescriptions générales de service</i>	10 300 et suivants
Moyen d'extinction d'incendie	10 340
Appareils d'éclairage portatifs	10 353
Interdiction de fumer	10 374
Section 4 <i>Prescriptions spéciales relatives au chargement, au déchargement et à la manutention</i>	10 400 et suivants
Limitation des quantités transportées	10 401
Interdiction de chargement en commun sur une même unité de transport	10 402
Interdiction de chargement en commun dans un même véhicule	10 403
Interdiction de chargement en commun dans un container	10 404
Interdiction de chargement en commun avec des marchandises contenues dans un container	10 405
Nettoyage avant le chargement	10 413
Manutention et arrimage	10 414
Nettoyage après le déchargement	10 415
Chargement et déchargement des matières dans les containers	10 419
Fonctionnement du moteur pendant le charge- ment ou le déchargement	10 431
Section 5 <i>Prescriptions spéciales relatives à la circulation des véhicules</i>	10 500 et suivants
Signalisation des véhicules	10 500
Stationnement en général	10 503
Stationnement de nuit ou par mauvaise visibilité	10 505
Stationnement d'un véhicule offrant un danger particulier	10 507
Autres dispositions	10 599

ANNEX B
PROVISIONS CONCERNING TRANSPORT EQUIPMENT
AND TRANSPORT OPERATIONS

CONTENTS

	<i>Marginals</i>
PLAN OF THE ANNEX	10,000
APPLICABILITY OF OTHER REGULATIONS, NATIONAL OR INTERNATIONAL	10,001
APPLICABILITY OF THE PROVISIONS OF CHAPTER I OF THIS ANNEX ...	10,002
CHAPTER I. GENERAL PROVISIONS APPLICABLE TO THE CARRIAGE OF DANGEROUS SUBSTANCES OF ALL CLASSES:	
Section 1 <i>General</i>	10,100 <i>et seq.</i>
Scope of this Annex	10,100
Definitions	10,102
Types of vehicles	10,104
Complete load	10,108
Carriage in bulk	10,111
Carriage in containers	10,118
Carriage in tanks	10,121
Tanks	10,127
Crews of vehicles—Supervision	10,171
Carriage of passengers	10,172
Transport documents	10,181
Approval of a vehicle	10,182
Instructions in writing	10,185
Section 2 <i>Special requirements to be fulfilled by vehicles and their equipment</i>	10,200 <i>et seq.</i>
Fire-fighting appliances	10,240
Electrical equipment	10,251
Miscellaneous equipment	10,260
Section 3 <i>General service provisions</i>	10,300 <i>et seq.</i>
Fire-fighting appliances	10,340
Portable lighting apparatus	10,353
Prohibition of smoking	10,374
Section 4 <i>Special provisions concerning loading, unloading and handling</i>	10,400 <i>et seq.</i>
Limitations on the amount carried	10,401
Prohibition of mixed loading on one transport unit	10,402
Prohibition of mixed loading on one vehicle ...	10,403
Prohibition of mixed loading in one container ...	10,404
Prohibition of mixed loading with goods contained in a container	10,405
Cleaning before loading	10,413
Handling and stowage	10,414
Cleaning after unloading	10,415
Loading and unloading of substances in containers	10,419
Running the motor during loading and unloading	10,431
Section 5 <i>Special provisions concerning the operation of vehicles</i>	10,500 <i>et seq.</i>
Vehicle signs	10,500
Parking in general	10,503
Halts of vehicles during the hours of darkness and in bad visibility	10,505
Halts of vehicles constituting a special danger ...	10,507
Other provisions	10,599

Section 6	<i>Dispositions transitoires, dérogations et dispositions spéciales à certains pays</i>	10 600 et suivants
	Procédure rapide pour autoriser des dérogations pour essais	10 602
CHAPITRE II. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AU TRANSPORT DES MATIÈRES DANGEREUSES DES CLASSES I À VII		
Classes Ia, Ib et Ic	Matières et objets explosibles—Objets chargés en matières explosibles—Inflamateurs, pièces d'artifice et marchandises similaires	11 000 et suivants
Classe Id	Gaz comprimés, liquéfiés ou dissous sous pression	14 000 et suivants
Classe Ie	Matières qui, au contact de l'eau, dégagent des gaz inflammables	15 000 et suivants
Classe II	Matières sujettes à l'inflammation spontanée	21 000 et suivants
Classe IIIa	Matières liquides inflammables	31 000 et suivants
Classe IIIb	Matières solides inflammables	32 000 et suivants
Classe IIIc	Matières comburantes	33 000 et suivants
Classe IVa	Matières toxiques	41 000 et suivants
Classe IVb	Matières radioactives	42 000 et suivants
Classe V	Matières corrosives	51 000 et suivants
Classe VI	Matières répugnantes ou susceptibles de produire une infection	61 000 et suivants
Classe VII	Peroxydes organiques	71 000 et suivants
APPENDICES		
Appendice B.1	Dispositions relatives aux citernes fixes et aux grandes citernes mobiles (Véhicules-citernes, batteries de récipients, citernes démontables et grands containers-citernes)	210 000—211 049
Appendice B.1a	Prescriptions et recommandations concernant les matériaux et la construction des citernes fixes et des grandes citernes mobiles destinées au transport des gaz liquéfiés fortement réfrigérés de la classe Id	211 050—219 999
Appendice B.2	Équipement électrique	220 000—229 999
Appendice B.3	Certificat d'agrément pour les véhicules transportant certaines marchandises dangereuses	230 000—239 999
Appendice B.4	Tableaux relatifs au transport des matières dangereuses de la classe IVb—Étiquette à placer sur les véhicules transportant ces matières	240 000—240 999

Marginals

Section 6	Transitional provisions, derogations and special provisions for certain countries	10,600 <i>et seq.</i>
	Rapid procedure for authorising derogations for the purpose of trials	10,602

CHAPTER II. SPECIAL PROVISIONS APPLICABLE TO THE CARRIAGE OF DANGEROUS SUBSTANCES OF CLASSES I TO VII:

Classes Ia, Ib and Ic	Explosive substances and articles, articles filled with explosive substances, and igniters, fireworks and similar goods	11,000 <i>et seq.</i>
Class Id	Gases: compressed, liquefied or dissolved under pressure	14,000 <i>et seq.</i>
Class Ie	Substances which give off inflammable gases on contact with water	15,000 <i>et seq.</i>
Class II	Substances liable to spontaneous combustion ...	21,000 <i>et seq.</i>
Class IIIa	Inflammable liquids	31,000 <i>et seq.</i>
Class IIIb	Inflammable solids	32,000 <i>et seq.</i>
Class IIIc	Oxidizing substances	33,000 <i>et seq.</i>
Class IVa	Toxic substances	41,000 <i>et seq.</i>
Class IVb	Radioactive substances	42,000 <i>et seq.</i>
Class V	Corrosive substances	51,000 <i>et seq.</i>
Class VI	Repugnant substances and substances liable to cause infection	61,000 <i>et seq.</i>
Class VIIb	Organic peroxides	71,000 <i>et seq.</i>

APPENDICES

Appendix B.1	Provisions concerning fixed tanks and large movable tanks (tank-vehicles, batteries of receptacles, demountable tanks and large tank-containers)	210,000–211,049
Appendix B.1a	Requirements and recommendations concerning the materials and construction of fixed tanks and large movable tanks intended for the carriage of deeply-refrigerated liquefied gases of Class Id	211,050–219,999
Appendix B.2	Electrical equipment	220,000–229,999
Appendix B.3	Certificate of approval for vehicles carrying certain dangerous goods	230,000–239,999
Appendix B.4	Tables concerning the carriage of dangerous substances of Class IVb; label to be placed on vehicles carrying these substances	240,000–240,999

HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

Government Bookshops

49 High Holborn, London w.c.1
13A Castle Street, Edinburgh 2
109 St. Mary Street, Cardiff cf1 1JW
Brazennose Street, Manchester 2
50 Fairfax Street, Bristol bs1 3DE
258 Broad Street, Birmingham.1
7 Linenhall Street, Belfast BT2 8AY

*Government publications are also available
through any bookseller*